

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 131 (1986)  
**Heft:** 2

**Artikel:** Quel front sud de l'OTAN?  
**Autor:** Schneider, Fernand-Thiébaud  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-344674>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 16.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Quel front sud de l'OTAN ?

par le colonel Fernand-Thiébaud Schneider

Une partie du front de l'OTAN ne semble pas avoir fait l'objet d'un effort particulier de la part des autorités alliées: la fraction sud, dans laquelle la Turquie, en position moyenne dans le secteur, semble avoir joué un rôle important. D'autant plus que la Grèce voisine représente, dans l'immédiat du moins, une véritable faiblesse de l'OTAN dans cette région. C'est donc à juste titre que certains spécialistes des questions de la défense occidentale attirent l'attention sur la situation dans ce secteur. C'est le cas du président Wohlstetter de l'European American Institute for Security Research, qui adresse de véritables avertissements au monde allié sur les difficultés actuelles de la défense dans cette zone.<sup>1</sup>

### I Le concours de la Turquie à la défense du front sud de l'OTAN

La Turquie, selon M. Wohlstetter, constitue, à côté et au profit de l'action américaine, un élément essentiel de la défense alliée dans le secteur considéré. Avant tout, dit-il, elle remplit ici sa mission au service de l'Alliance. D'abord, elle possède un potentiel militaire important, mettant à la disposition de l'OTAN les forces de terre les plus importantes après celles des Etats-Unis. En effet, le total militaire turc s'élève à 630 000 hom-

mes sous les armes, susceptibles d'être renforcés par 936 000 réservistes âgés de moins de 46 ans.<sup>2</sup> Elle peut donc assumer utilement bien des missions au bénéfice de l'OTAN.

En particulier, dès le temps de paix fonctionne tout un système d'observation au-dessus du territoire turc, où des radars locaux et bien des moyens d'investigation participent au contrôle de l'espace aérien du secteur. La chasse qui y est implantée est à même d'aider le travail de la VI<sup>e</sup> Flotte, donc de contribuer efficacement à la défense de la Méditerranée orientale. Fort heureusement, car les unités navales de surface de l'OTAN apportent une contribution de plus en plus faible à la sécurité occidentale, face aux moyens soviétiques, accrus notablement dans ce secteur.

La Turquie apporte donc une contribution notable à la protection des intérêts américains et alliés, non seulement pour la protection des côtes méditerranéennes, mais même pour un certain Proche-Orient, à l'exclusion cependant du golfe Persique. Elle met à la disposition de l'OTAN des terrains, des sortes de points d'appui, susceptibles de faciliter le fonctionnement utile des activités d'observation

<sup>1</sup> cf. «Die Türkei und die Sicherung der Interessen der NATO», par Albert Wohlstetter (*Europa-Archiv* du 25.10.1985).

<sup>2</sup> «The Military Balance 1985-1986», de l'IIST de Londres.

et d'information, notamment pour la perception de l'action possible des systèmes soviétiques de grande portée de la région. Car bien des déplacements ou opérations aériennes et navales sont suivis largement à partir des côtes méditerranéennes turques.

En outre sont mises à la disposition de l'Alliance, par la Turquie, bien des facilités d'autant plus précieuses que la Grèce ne remplit plus toutes les missions qu'elle assumait avant son départ de l'OTAN. Et la contribution turque devient plus précieuse encore depuis la guerre de l'Iran. Elle offre, par exemple, des possibilités de stationnement et d'entraînement pour les avions alliés.

Par ailleurs, la présence turque dans l'Alliance, tout en contribuant à une défense améliorée du flanc sud, a le grand avantage de fixer dans la région des forces dont certaines pourraient autrement être consacrées à des opérations contre le secteur Centre-Europe. Les moyens terrestres de la Turquie – 520 000 hommes et 800 000 réservistes mobilisables – remplissent ici un rôle précieux au service de la défense commune, comme d'ailleurs la marine et l'aviation. Mais une amélioration de l'équipement de ces forces très valables sera à faciliter par une aide américaine. D'autant plus qu'une domination du golfe Persique par l'URSS serait un fait grave pour l'OTAN. Car il s'agit là d'une zone importante pour la fourniture du pétrole à la France, au Japon et à l'Allemagne. Et, à longue échéance, il

faudra aussi empêcher l'URSS de s'implanter dans cette région. D'ailleurs des bombardiers soviétiques, agissant à grande distance, pourraient déjà, après ravitaillement en vol ou par stations intermédiaires, y intervenir. Des divisions aéroportées ou transportées par avion y parviendraient rapidement. Il suffirait de quelques heures pour déposer dans le golfe une division soviétique, alors qu'une intervention d'unités venant des Etats-Unis exigerait des journées. De toute manière, les avions des porte-avions américains naviguant dans la région n'auraient pas un rayon d'action comparable à celui des avions soviétiques susceptibles d'y intervenir.

Les pays arabes du secteur, sauf l'Egypte et l'Oman, manifestent une réelle réticence à admettre, sur leur territoire, la présence prolongée d'unités américaines. Et pourtant, non seulement les Etats-Unis, mais même les autres alliés de l'OTAN auront à envisager et à étudier les conditions d'actions éventuelles de leur part dans la région considérée. Bien que des parties de cette zone se trouvent en dehors de celles garanties par le traité d'alliance. Et la menace porte non seulement sur le golfe Persique, mais aussi sur la Turquie orientale.

Il est donc certain que de nouveaux problèmes, de nouveaux défis, naissent dans la région considérée et une défense intensifiée du front turc s'impose aux nations de l'OTAN. D'autant plus que l'URSS vient d'accroître amplement ses forces navales qui,

autrefois consacrées à la seule défense des côtes nationales, sont désormais destinées amplement à des missions lointaines. Dans l'action générale soviétique un fait est à souligner: le développement d'une certaine aviation capable, dans la région en cause, d'une double action. D'abord de l'attaque des porte-avions américains, dont les avions n'ont qu'un rayon d'action limité, alors que ceux de l'URSS, venant d'assez près, avec un ravitaillement intermédiaire si nécessaire, ont des possibilités plus lointaines. En outre, l'URSS dispose de nombreuses troupes aéroportées ou facilement transportables par avion. En moins d'une journée quelques divisions soviétiques pourraient se poser dans la région du golfe et donc aboutir à une domination de celle-ci. L'Amérique est donc en mauvaise posture vis-à-vis d'une menace constante, susceptible de s'accroître au cours des prochaines années. Il lui faudra prévoir et organiser des forces assez nombreuses, spécialisées et transportées par air, pour affronter la menace soviétique qui se prépare. La Turquie fournit des possibilités d'information constantes sur ce danger.

C'est là la situation du moment, que certains auteurs comparent à celle de la France de 1940, marquée alors par l'effort uniquement défensif, concrétisé par la ligne Maginot. Mais, outre les menaces pesant sur la défense occidentale dans l'Alliance, un autre fait regrettable caractérise la défense du front sud: l'attitude de la Grèce,

théoriquement ralliée de nouveau à l'OTAN, mais pour le moins inactive dans le cadre de celle-ci.

## II Regrettable attitude grecque

«La Méditerranée constitue le flanc sud de l'OTAN», dit Claude Monier<sup>3</sup>, mais elle englobe l'Espagne, la France, l'Italie, la Grèce et la Turquie. Or, si l'Italie et la Turquie participent entièrement à cette action, il n'en est plus de même pour la France et l'Espagne. Mais cette zone est le lieu d'une confluence des actions des pays occidentaux, de celles du Pacte de Varsovie et de celles du monde arabe. Les deux Grands s'y affrontent et la VI<sup>e</sup> Flotte y a longtemps joué un rôle que l'Union soviétique s'efforce actuellement de contrecarrer.

La Grèce, elle, occupe dans cette région une position stratégique incontestable, malheureusement non exploitée par elle au bénéfice de l'Alliance. La Turquie, comme nous l'avons constaté, domine la voie des détroits, c'est-à-dire le passage de la Méditerranée à la mer Noire. Mais la mer Egée est l'objet actuellement de revendications entre ce pays et la Grèce et cette compétition trouble la solidarité alliée de l'OTAN dans la région. C'est là une difficulté de l'Alliance que le général Rogers, après son prédécesseur Haig, n'est pas

<sup>3</sup> cf. «La Grèce et l'OTAN», par Claude Monier (*Défense nationale*, août 1985).

encore parvenu à surmonter entièrement. La Grèce avait bien adhéré à l'OTAN, comme d'ailleurs la Turquie, en 1952, date à laquelle les bases américaines allaient s'implanter, dirigées d'Izmir, avec un état-major comprenant des officiers américains, turcs et grecs. Les installations nécessaires de cette défense, notamment celles de la détection par radars et celles des aérodromes, sont financées par l'Alliance, essentiellement par les Etats-Unis, l'espace aéromaritime étant géré par la Grèce. En 1974 celle-ci, antérieurement sous le « régime des colonels », établit un gouvernement « démocratique ». Mais, à l'époque, la garde nationale chypriote s'empresse de renverser l'archevêque Makarios, président élu par accord anglo-turco-grec, avec l'intention d'opérer une union de Chypre à la Grèce.

D'où une réaction turque: le débarquement de 30 000 hommes, en juillet 1974, pour la protection de la minorité turque. Mais, le 23 juillet, ce fut la fin de la dictature en Grèce, avec Caramanlis comme chef de gouvernement, avant l'abolition de la monarchie, en décembre.

Plus d'un tiers de Chypre est désormais contrôlé par les Turcs. Caramanlis a retiré les unités grecques de la force intégrée, tout en déclarant vouloir rester dans l'Alliance. Et il réclamait le départ des Turcs de Chypre. C'était là, pour lui, le préalable au rétablissement de la situation antérieure. Depuis, une grande dis-

pute s'est développée entre Grecs et Turcs, notamment pour la recherche du pétrole du plateau continental de la mer Egée, pour la circulation militaire aérienne dans la région en cause, pour la militarisation grecque des îles de l'Egée et du Dodécanèse, contraire d'ailleurs aux traités de Lausanne (1923) et de Paris (1947).

En réaction la Turquie a créé une armée de l'Egée turque, la Grèce se retirant alors militairement de l'OTAN, tout en laissant subsister les transmissions et d'autres organisations alliées. Il y eut l'embargo américain sur l'aide militaire à la Grèce. De son côté, le général Haig mettait tout en œuvre pour le retour grec à l'OTAN. Seulement son successeur Rogers a finalement obtenu, en 1980, la théorique réintégration des forces helléniques dans l'OTAN, avec l'acceptation turque. Mais bien des problèmes restent encore non résolus, notamment celui d'un commandement national grec, comparable à ceux de l'Italie et de la Turquie. Mais, la Turquie réclamant une Egée partagée entre elle et la Grèce, la création d'un commandement grec est devenue impossible.

Après 1981, le nouveau chef grec Papandreou a adopté une attitude intransigeante, demandant notamment une occupation de Lemnos, contestée par la Turquie. Il a ainsi créé, dans l'OTAN, bien des problèmes non résolus. Même l'ONU a tenté en vain un rapprochement entre Grecs et Turcs. Cette situation est d'autant



plus regrettable que la Grèce occupe une position stratégique notable, alors que la Turquie domine essentiellement les détroits, c'est-à-dire le passage allant de la Méditerranée à la mer Noire. Mais la mer Egée est l'objet des revendications grecques et cette compétition trouble gravement la solidarité alliée de l'OTAN dans la région.

\*   \*  
\*

Des voix se font actuellement entendre pour accuser l'OTAN de ne pas vouloir encore réagir assez puissamment contre les nouvelles menaces du front sud de la défense de l'OTAN. Mais, pour bien comprendre cette situation locale, il faut tenir compte des conditions générales de celle-ci. En particulier, il est bon de bien saisir les attitudes très différentes des chefs responsables des deux camps.

En effet, le président Reagan détient une position politique solide. Bénéficiant d'une longue expérience à la tête de l'OTAN, il tire de sa brillante réélection un prestige accru. Par contre, M. Gorbatchev, parvenu seulement récemment au pouvoir, rencontre encore bien des difficultés, du fait de son expérience limitée. A vrai dire, il a bien placé des amis jeunes et compétents à tous les échelons de la hiérarchie soviétique. Mais il a notamment hérité d'une économie insuffisante, pour avoir été mise essentiellement au service des armées. Sur le plan international le président américain lui a fait connaître ses points de vue, en

particulier sur l'IDS, pour laquelle il ne fait pas de concession. Il dispose d'ailleurs d'une puissance industrielle exceptionnelle pour réaliser ses projets. Certes, ayant abandonné le service militaire obligatoire, l'Amérique ne peut plus mobiliser des masses aussi nombreuses que l'URSS. Mais un grand effort a été fait pour accélérer du moins le renforcement du front allié en cas de crise. Bien des unités stationnées aux Etats-Unis ont déposé leurs matériels sur le théâtre d'Europe, qu'elles rejoindraient d'urgence par avion en cas d'alerte. Les réserves sont améliorées actuellement, notamment du fait de nombreux élèves officiers recrutés parmi les volontaires étudiants. Sur le plan de la doctrine, celle de la FOFA – Follow-on Forces Attack –, préconisée par le général Rogers, assure sur le front européen la mise en œuvre d'une action efficace sur une assez grande distance, avec des moyens nouveaux, bien adaptés au théâtre.

Mais l'OTAN conserve malgré tout les faiblesses signalées sur le front sud. Certes, l'attitude négative grecque ne résulte pas de la volonté ferme de toute la population locale. Une heureuse solution de compromis et de réplique s'impose donc sur ce front. Elle devra résulter d'un effort intense de l'OTAN, de l'Amérique surtout, mais aussi dans toute la mesure du possible de la Grèce, afin d'aboutir à l'heureuse réplique générale nécessaire face à la menace nettement accrue.

F.-Th. Sch.